

Le terrorisme et les attitudes à l'égard de l'islam

Other Publication**Author(s):**

Farman, Darius; [Nussio, Enzo](#) 

Publication date:

2018-05

Permanent link:

<https://doi.org/10.3929/ethz-b-000263152>

Rights / license:

[In Copyright - Non-Commercial Use Permitted](#)

Originally published in:

Politique de sécurité: analyses du CSS 226

Le terrorisme et les attitudes à l'égard de l'islam

L'islamophobie en Suisse n'est pas plus répandue aujourd'hui qu'avant la vague de terrorisme qui touche l'Europe depuis les attentats de Paris en 2015. Pourtant, les musulmans sont souvent victimes de discrimination. Un débat polarisé sur l'islam a peut-être contribué à abaisser le seuil d'inhibition de ces comportements.

Par Darius Farman et Enzo Nussio

Depuis la montée en puissance du groupe «État islamique» et la vague d'attentats qui a frappé l'Europe occidentale, le lien entre l'islam en tant que religion et le recours à la violence est au centre du débat politique. Bien qu'aucune attaque significative n'ait récemment eu lieu en Suisse, le phénomène de la radicalisation djihadiste et le retour de ceux que l'on appelle les «combattants étrangers» sont des sources de préoccupation dans le pays. C'est pourquoi les autorités suisses, à l'instar d'autres États européens, ont pris diverses initiatives dans le but de prévenir le terrorisme. Ce train de mesures comprend une coordination accrue entre les cantons et la Confédération sous la houlette du Réseau national de sécurité (RNS), des mesures juridiques visant à faciliter les poursuites pénales, une coopération internationale renforcée, le développement des services de renseignement et un plan d'action national pour prévenir l'extrémisme violent.

La vision actuelle de l'islam

Quel impact la vague de terrorisme et le débat sur les mesures de lutte prises par les autorités ont-ils eu sur les attitudes à l'égard de l'islam et des musulmans en Suisse? Il s'agit d'une question pertinente quand on sait que, selon des études empiriques, la discrimination peut constituer un motif important de radicalisation djihadiste. Des enquêtes récentes révèlent des attitudes



Des manifestants allument des bougies devant le Palais fédéral à Berne après que la Suisse a interdit la construction de minarets en 2009. *Michael Buholzer / Reuters*

négatives. Début 2017, dans le cadre de l'étude «Sicherheit 2017», l'Académie militaire à l'ETH de Zurich et le CSS ont demandé à environ 1200 personnes si, selon elles, l'islam constituait une menace pour la sécurité de la Suisse. Près de la moitié des personnes interrogées (47%) ont répondu par l'affirmative.

Cette vision largement négative s'explique-t-elle par l'ère du terrorisme djihadiste qui a commencé avec les attentats du 11 sep-

tembre 2001 aux États-Unis, et en particulier par les attentats terroristes qui ont frappé l'Europe occidentale? En l'absence d'échelle de mesure uniforme des attitudes à l'égard de l'islam et des musulmans, il est impossible de fournir une réponse tranchée à cette question. De plus, l'aisance avec laquelle les personnes interrogées au sujet de l'islam ont pu révéler leur véritable opinion à ce sujet peut avoir évolué au fil des ans. L'adoption de l'initiative anti-minarets en 2009, par exemple, a pu

contribuer à libérer la parole islamophobe en Suisse et potentiellement rendu plus facile l'expression d'attitudes négatives à l'égard de l'islam lors de participation à des sondages. L'islamophobie reste stable.

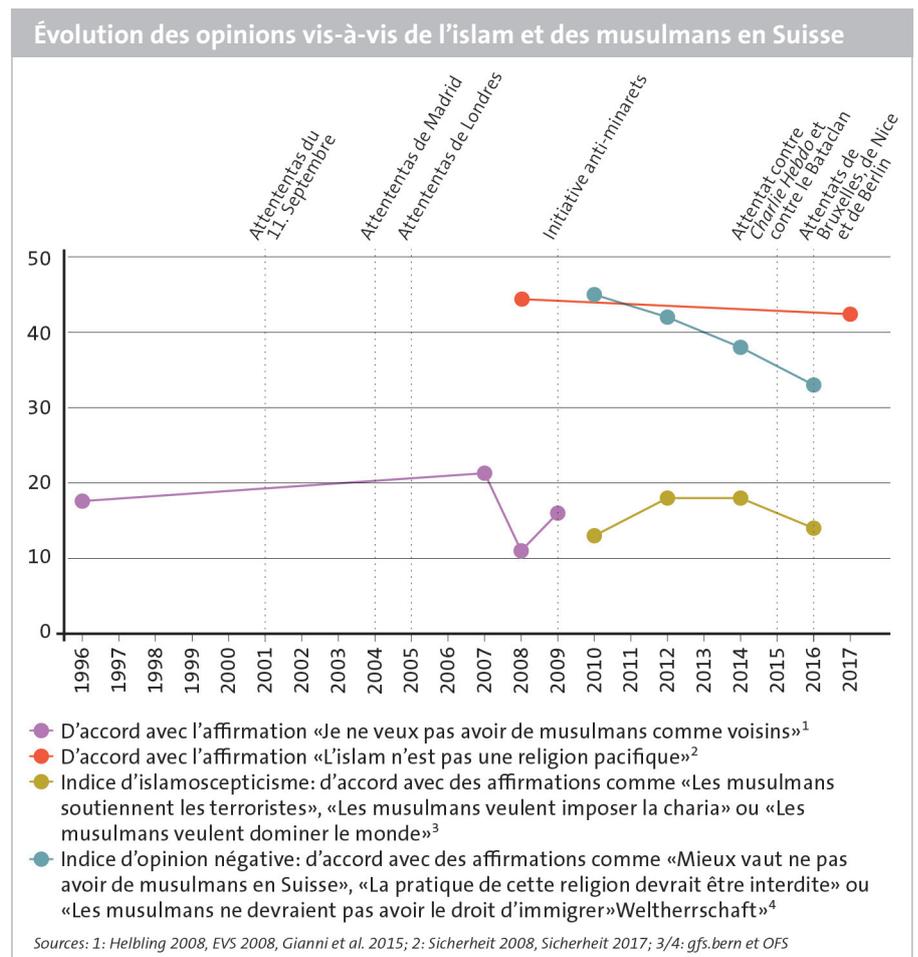
En examinant différentes enquêtes, on constate que les attitudes négatives n'ont pas progressé depuis les années 1990, malgré des fluctuations intermédiaires. Le graphique montre également que les opinions sur l'islam comme religion abstraite sont beaucoup plus négatives que les opinions vis-à-vis des musulmans en tant que groupe de population visible.

En 1996, soit avant les attentats sur les tours jumelles de New York, 18% des personnes interrogées dans le cadre du *World Values Survey* en Suisse disaient ne pas vouloir de musulmans comme voisins. En 2009, 16% des personnes interrogées étaient d'accord avec cette même affirmation. Il n'y a donc pas de différence notable. En 2008, après les attentats majeurs de Madrid (2004) et de Londres (2005), 44% des personnes interrogées dans le cadre de l'étude annuelle «Sicherheit» (MILAC/CSS) pensaient que l'islam n'est pas une religion pacifique. Début 2017, alors que les attentats de Paris, Bruxelles et Berlin avaient nettement ancré le terrorisme d'inspiration djihadiste dans la conscience des Suisses, 42% des personnes interrogées déclaraient que l'islam n'est pas une religion pacifique.

Ces données sommaires montrent donc que les attitudes critiques vis-à-vis de l'islam ou hostiles aux musulmans ne se sont pas intensifiées à l'ère du terrorisme djihadiste. Après l'initiative anti-minarets de 2009, qui a suscité beaucoup de remous, l'islamoscpticisme semble même avoir temporairement reculé. Comme le montre le graphique, l'islamoscpticisme a enregistré une baisse constante (de 45% à 33%) jusqu'en 2016, soit juste après les grands attentats perpétrés en France et en Belgique. Si les différentes données présentées ici n'ont pas toujours été collectées selon la même méthode, toutes les séries d'enquêtes indiquent une tendance stable ou à la baisse.

Pas d'effet Bataclan

Après les précédentes attaques terroristes perpétrées à l'étranger, en particulier les attentats du 11 septembre, on a constaté à plusieurs reprises qu'un réflexe de repli identitaire ou patriotique pouvait se manifester dans les pays touchés. Lors d'un choc violent, les gens s'accrochent à ce qui leur



est familier et prennent leurs distances avec tout ce qui leur semble étranger. Cela explique, par exemple, le soutien écrasant dont a bénéficié le président George W. Bush après les attentats de 2001 et l'intensification de l'hostilité vis-à-vis des musulmans aux États-Unis. Ce renforcement des préjugés n'a pas seulement touché les musulmans. D'autres groupes de population perçus comme étrangers en ont aussi fait les frais, par exemple les Mexicains.

Un éventuel attentat en Suisse pourrait susciter un réflexe patriotique similaire. Ce mouvement pourrait renforcer l'adhésion de la population aux institutions qui représentent leur identité et creuser la distance vis-à-vis des groupes perçus comme étrangers, tels que les musulmans. Or, si elles ont suscité de vives inquiétudes en Suisse, les attaques qui ont eu lieu dans les pays voisins n'ont pas produit de telles réactions. C'est ce qui ressort des données qui ont été collectées en Suisse lors d'enquêtes menées juste avant et après l'attentat contre Charlie Hebdo en janvier 2015 (Enquête sociale

européenne) et l'attentat du Bataclan en novembre 2015 (Selects 2015): la proportion d'attitudes négatives à l'égard des musulmans et de l'immigration n'a pas changé dans les jours qui ont suivi ces attentats par rapport aux jours précédents.

En Suisse, les attitudes négatives à l'égard de l'islam et des musulmans n'ont progressé ni sur la période depuis les années 1990, ni après les différentes attaques qui ont touché les pays voisins. Cela tient également au fait que l'islam en tant que religion et les musulmans en tant que groupe de population étaient déjà plutôt mal considérés avant les attentats du 11 septembre 2001. Selon les données d'enquête collectées en Europe occidentale à la fin des années 1990, les personnes interrogées avaient une vision plus négative des «musulmans» en tant que voisins que des «immigrés». Une enquête menée en 2016 par l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur le «vivre ensemble en Suisse» révèle une situation similaire: environ 14% des personnes interrogées ont une attitude négative à l'égard de la population

musulmane. Pour les populations noires et juives, cette proportion s'établit respectivement à 10% et 8%.

Une forme de xénophobie

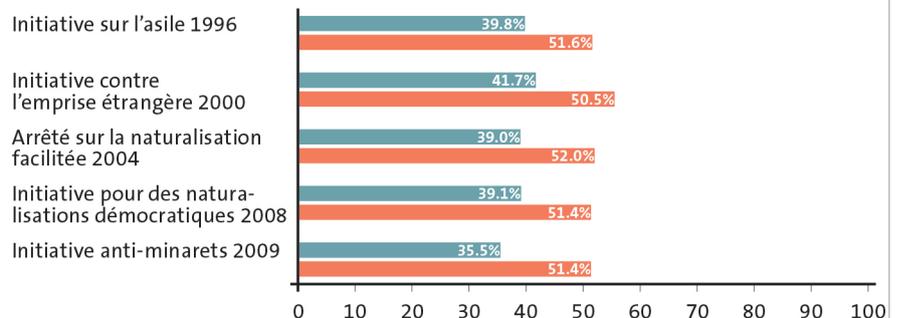
Même si les musulmans font comparative-ment l'objet de plus de préjugés, l'islamophobie n'est qu'une expression spécifique de xénophobie. Plusieurs études l'ont mis en évidence. Les ressorts de l'islamophobie et de la xénophobie sont les mêmes: les personnes qui vivent dans des zones rurales, sont plus âgées et ont un niveau d'éducation plus bas sont davantage sceptiques à l'égard des étrangers et des musulmans. La culture politique d'une communauté, c'est-à-dire les attitudes dominantes vis-à-vis de l'ordre politique et de la société, façonne également la manière dont ses membres considèrent l'islam. Cette corrélation peut être établie au regard du comportement de vote des communautés dont sont originaires les Suisses récemment interrogés.

Dans le cadre de l'étude «*Sicherheit 2017*», 47% des personnes interrogées ont donc affirmé que l'islam constituait une menace pour la sécurité de la Suisse. Or, on constate une forte correspondance entre leur opinion actuelle sur l'Islam et le comportement de vote de leur communauté d'origine sur les questions d'immigration depuis les années 1990, alors que l'Islam n'était pas encore présent dans le débat public (voir le graphique). Par exemple, lors de l'initiative sur l'asile de 1996, qui visait à restreindre les droits des demandeurs d'asile, 46,3 % des personnes ont voté «oui» à l'échelle nationale. Les participants à l'enquête de 2017 qui étaient issus d'une communauté dont plus de 46,3% des membres ont approuvé l'initiative considèrent aujourd'hui l'islam comme beaucoup plus dangereux que les participants des communautés qui ont voté de façon plus xénophile (51,6% contre 39,8%). On a observé une tendance similaire lors des autres votations sur les questions liées aux étrangers et à l'immigration depuis les années 1990 – et comme nous le savons, le comportement de vote est resté relativement stable. Dans les communautés dont les votes ont été globalement plus xénophiles, les personnes interrogées avaient moins peur de l'islam que dans les communautés qui se sont montrées plus xénophobes dans les urnes. La culture politique qui entoure les personnes interrogées joue donc un rôle décisif dans la formation de leur opinion sur l'islam et sur d'autres

Lien entre culture politique et islamophobie

Pourcentage des personnes interrogées qui affirmaient en 2017 que «l'islam constitue une menace pour la sécurité de la Suisse»...

- ... et qui sont issues d'une communauté qui s'est montrée plutôt xénophile* lors des votations sur les projets suivants.
- ... et qui sont issues d'une communauté qui s'est montrée plutôt xénophobe* lors des votations sur les projets suivants.



* Les communautés considérées comme plutôt xénophobes sont celles qui ont voté davantage que la moyenne des Suisses contre les projets qui favorisent les droits des étrangers. Les communautés considérées comme xénophiles sont celles qui ont davantage voté en faveur des droits des étrangers.

Source: *Sicherheit 2017*

groupes de population perçus comme étrangers. Ce lien existe également au regard d'autres facteurs qui influencent les attitudes à l'égard de l'islam.

Le débat public sur l'islam

Malgré cet ancrage des opinions sur l'islam dans la culture politique, on note une différence importante par rapport aux années 1990, où la question du terrorisme djihadiste était encore peu présente dans les esprits. Aujourd'hui, les musulmans et l'islam sont des thèmes qui occupent une place bien plus importante dans le débat

Aujourd'hui, les musulmans et l'islam sont des thèmes qui occupent une place bien plus importante dans le débat public.

public. Cette tendance se reflète, par exemple, dans le nombre d'entrées consacrées aux musulmans dans les médias suisses, comme le montre une étude. Les reportages sur les musulmans ont littéralement explosé depuis les attentats terroristes de 2001. Et depuis les attentats de Madrid et de Londres en 2004 et 2005, les médias suisses ne parlent pas seulement des musulmans dans l'actualité internationale, mais évoquent également les «problèmes» qu'ils peuvent poser dans le pays. Avec l'arrivée du terrorisme djihadiste en Europe, l'islam est désormais présenté comme une menace potentielle pour la Suisse.

Ainsi, l'utilisation des catégories «islam» ou «musulmans» a changé. Comme le montre une analyse du discours médiatique réalisée en 2015, des groupes de population qui étaient autrefois considérés comme des «étrangers» sont aujourd'hui classés dans la catégorie «musulmans», qui revêt plus de poids. Il y a donc un contraste marqué entre la proportion relativement stable d'attitudes négatives à l'égard de l'islam et l'utilisation croissante des catégories «islam» ou «musulmans» dans le débat public.

Bien évidemment, l'augmentation de l'information et la «problématisation» de l'islam ne tiennent pas seulement au terrorisme. D'autres évolutions expliquent aussi ce phénomène. Ainsi, l'essor des réseaux sociaux et des journaux gratuits a considérablement modifié le paysage de l'information et contribué à placer le débat politique sur un mode plus affectif. Selon l'OFS, la population musulmane est également passée de 1,6% de la population résidente permanente en 1990 à 5,2% en 2016. Cette hausse pose la question de l'intégration des musulmans dans la société suisse, en particulier des réfugiés arrivés ces dernières années de pays comme la Syrie, l'Irak ou l'Érythrée.

Les cas de discrimination en hausse

Si les attitudes négatives à l'égard des musulmans n'ont pas progressé ces dernières années, divers indices font état d'une augmentation des agressions et des attaques personnelles contre des musulmans dans

l'espace public, en particulier depuis 2015. Le [Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme](#) publie des chiffres sur la discrimination islamophobe depuis 2010. Jusqu'en 2014, le nombre d'incidents traités se situait entre 20 et 25. Les chiffres sont passés à 58 et 48 cas en 2015 et 2016 (y compris les cas de racisme anti-Arabes),

L'intégration de la population musulmane est un facteur important de cohabitation pacifique en Suisse.

atteignant même 90 cas en 2017 (54 cas d'hostilité à l'égard des personnes musulmanes et 36 cas de racisme anti-Arabes). Ces chiffres ne sont pas représentatifs et le nombre d'incidents réels est certainement bien plus important. Néanmoins, la tendance coïncide avec les impressions des musulmans qui vivent en Suisse.

Selon l'enquête [«Vivre ensemble en Suisse»](#) de l'OFS en 2016, les personnes de confession musulmane, par rapport à d'autres communautés religieuses, se sentent le plus souvent victimes de discrimination fondée sur la religion. Sur les 148 musulmans interrogés, 50 ont déclaré avoir été victimes de discrimination pour des motifs religieux ou non religieux. Selon une [étude pilote](#) menée en 2017 par gfs.bern auprès de 511 musulmans de Suisse, 30% des personnes interrogées ont été victimes de discrimination au cours des 12 derniers mois. Le rapport [«Vie musulmane en Suisse»](#) fournit des exemples concrets de discrimination. Dans les entretiens conduits à cette occasion, des musulmans se plaignent de se faire insulter ou cracher dessus dans l'espace public. Des femmes rapportent qu'elles se font arracher leur foulard. D'autres personnes disent qu'elles n'ont pas

obtenu d'emploi ou ont été renvoyées en raison de leur religion.

Durcissement des attitudes?

Alors que la proportion d'opinions négatives est restée stable ces dernières années, comment expliquer la progression des comportements discriminatoires? Le meilleur accès à l'information et la polarisation du débat politique ont pu contribuer à un durcissement des opinions. Selon cette thèse, les Suisses et les Suissesses qui avaient une vision vaguement négative de l'islam dans les années 1990 et 2000 auraient, au fil du temps, nourri et conforté leur attitude par divers éléments. Le terrorisme a peut-être joué un rôle important dans ce phénomène, en particulier la vague de terrorisme djihadiste qui règne depuis 2015 et constitue une menace réelle pour la Suisse. Ce durcissement pourrait abaisser le seuil d'inhibition de certaines personnes, qui hésiteraient moins à faire des remarques discriminatoires, voire à recourir à la violence. À l'inverse, les personnes qui avaient une attitude plus positive ont eu moins de mal à faire la différence entre l'islam et les musulmans d'un côté, et le terrorisme djihadiste de l'autre.

Un frein à la radicalisation?

L'intégration de la population musulmane est un facteur important de cohabitation pacifique en Suisse, particulièrement en ces temps marqués par le terrorisme djihadiste. Les médias jouent un rôle essentiel dans ce processus. La proportion stable de personnes aux opinions négatives contraste avec la forte polarisation du débat public sur les musulmans et l'islam. De fait, ce débat peut intensifier les sentiments d'exclusion et creuser le fossé entre «nous» et «eux». Des [études](#) montrent comment des organisations comme l'«État islamique» se

servent des médias pour diviser la société selon des critères religieux et tirer parti de la discrimination perçue pour favoriser la radicalisation. Selon l'[étude pilote](#) menée par gfs auprès d'habitants musulmans de Suisse, 85% des personnes interrogées estiment que les médias suisses donnent une vision négative de l'islam. Outre les médias traditionnels, ce sont surtout les journaux gratuits et les réseaux sociaux qui véhiculent cette mauvaise image des musulmans en Suisse.

Les autorités suisses s'efforcent depuis quelques années de combler ces potentiels fossés. Bien que l'absence de reconnaissance des communautés religieuses musulmanes par les cantons limite la coopération, les autorités établissent de plus en plus de contacts avec les associations musulmanes locales, notamment par l'intermédiaire des polices cantonales. Associées à une politique fédérale de répartition des demandeurs d'asile conçue pour lutter contre la ghettoïsation sociale, ces mesures créent de bonnes conditions d'intégration pour la population musulmane. C'est justement cela que les organisations terroristes veulent empêcher par leurs attentats.

Darius Farman étudie actuellement au Collège d'Europe, à Bruges, avec le soutien du Secrétariat d'Etat à la Formation, à la Recherche et à l'Innovation (SEFRI). Il est notamment coauteur de [Engagement Muslimischer Organisationen in der Schweiz gegen gewaltbereiten Extremismus \(2017\)](#).

Enzo Nussio est chercheur senior au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Il publie des [articles académiques](#) sur la consolidation de la paix en Colombie et les conséquences du terrorisme en Europe.

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Christian Nünlist, Matthias Bieri, Fabien Merz, Benno Zogg
Traduction: Consultra; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000263152

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Le système Poutine No 225
La cybersécurité dans les relations sino-américaines No 224
La politique de Trump en matière d'arme nucléaire No 223
La gestion des djihadistes de retour en Afrique du Nord No 222
La sécurité et la stabilité en Turquie No 221
Intelligence artificielle: les ambitions de la Chine No 220